
**« Français-immigrés : même biberon ! » :
la « crèche sauvage » de Nanterre université et la repolitisation de la
défense des immigrés (1968-1971)**

Ce texte est tiré d'un chapitre concentré sur la configuration politique et militante conduisant à la mise en place d'une crèche sauvage à l'université entre février et juin 1970. Organisée par un groupe maoïste particulier, Vive la Révolution, elle est un exemple de la progressive centralité de la cause des étrangers au fil des années 1960, en particulier à l'extrême gauche, souvent maoïstes. Le chapitre doit se conclure avec les retours d'expériences (romans autobiographiques ou de fiction rédigés par des soutiens, entretiens, archives) que la crèche sauvage et l'activisme militant intense sur la faculté a pu provoquer auprès des étrangers et enfants d'étrangers qui vivent alors dans les bidonvilles, cités de transit et certains dans les HLM de Nanterre. Différentes luttes locales sont traitées plus largement dans une première partie de la thèse centrée sur ce « premier âge des luttes pro-immigrées dans l'après guerre d'Algérie ». La partie doit débiter par les éléments de contexte et la politisation de la question des étrangers au sein de la municipalité communiste de Nanterre, centrée depuis le milieu des années 1950 sur la question du logement et la résorption des bidonvilles. Elle fournit les contours (non précisés ici) autour desquels se produisent les mobilisations en faveur des étrangers qui composent l'essentiel de la partie (comité palestine ouvrier de Nanterre en 1966, luttes de foyer dès 69-70, établissement de militants dans les bidonvilles de la fin des années 1950 à la fin de la décennie 1970, grèves de l'usine de papier Margoline en 1973, mise en place des comités anti-expulsion).

3.1 Campus « gauchiste » et bastion communiste :

Heurts et malheurs des relations entre université et municipalité

A. Ce que mai 68 fait à l'histoire du campus universitaire

Deux usages du passé, dominants, se croisent souvent pour parler de Nanterre. Pour le premier, citoyen, impossible d'évoquer la ville de Nanterre sans s'égarer sur son passé et voir resurgir l'histoire de ses bidonvilles, sa population « immigrée », algérienne. Pour le second, aborder « mai 68 » sans parler de Nanterre, son campus, folklorisé, héroïsé, au final souvent dénaturé, reste impensable. Ce dernier associe et réduit ainsi souvent au mois de mai effervescence militante et désordre permanent voire le mouvement contre-culturel de la décennie qui suit. Un concentré de la réduction des *années 68* au seul mois de mai¹ que l'échelle locale rend plus criante encore.

¹ Gobille (B.), *Mai 68*, Paris, La Découverte, 2008, p. 3-6.

Or, le campus tourne au ralenti dès la fin du mois de mars 1968. Fermé plusieurs journées au mois d'avril à la suite d'interventions policières, de boycotts d'examens et de manifestations, les cours y sont suspendus du 3 au 10 mai², et il n'y passe plus grand monde une fois l'événement transformé en crise nationale après le 13 mai. D'où viennent dès lors ces réminiscences d'une « Nanterre la rouge », bastion du « gauchisme étudiantin » ? Du seul Mai 68 ? Des mois voire des années qui en ont précédé et préparé l'existence³ ? Des conséquences de l'onde de choc des journées de mai-juin ?

Il faut un certain temps, sur les archives et les récits d'acteurs, pour démêler ce concentré d'événements. En réalité, pour nombre de participants, la référence à mai 68 est bien plus étincelle qu'apothéose et l'idée de mai y sert de béquille pour aborder une conjoncture plus longue, avant et plus souvent encore pour désigner l'explosion militante de l'*après* mai.

B. La construction d'un antagonisme ville-université et la dé-nanterrisme du campus universitaire

Mais ces usages du passé nanterrien font écho à d'autres, plus locaux. En effet, pour les Nanterriens ou la municipalité, il reste incongru aujourd'hui de parler de l'université de Nanterre dès lors qu'on s'intéresse à l'histoire, parfois au présent, de la commune. L'inverse vaut par ailleurs tout autant : l'Université étant aussi soucieuse d'afficher son indépendance et son évolution *sui generis* à l'égard de la localité nanterrienne, et souvent aussi de son passé « gauchiste ». Cette manière de déterritorialiser, ou de « dé-nanterrisme » le campus universitaire, côté municipal et versant universitaire, entérine une construction sociale et politique duale, nourrie de leur distinction juridique, qui s'est renforcée avec le temps et les événements. Elle se trouve pérennisée dans les travaux universitaires qui s'intéressent de manière étanche à l'une ou l'autre de ces entités distinctes, ville et université⁴. Enfin, la distinction est consacrée par une appellation usuelle qui sanctionne cette séparation de fait : alors que les habitants de Nanterre parlent de Nanterriens, les universitaires ont longtemps opté pour le nom de Nanterrois. L'opposition fonctionne d'ailleurs comme un marqueur permettant aux « Nanterriens » de repérer l'appartenance exclusive à l'université d'un interlocuteur⁵.

² Mazuy (R.), Le Cornu (D.), « Chronologie des événements à Nanterre en 1967-1968 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°11-13, 1988, pp.133-135.

³ Duteuil (J.-P.), *Nanterre 65-66-67-68 : vers le mouvement du 22 mars*, Mauléon, Acratie, 1988.

⁴ Martine Segalen par exemple n'y consacre que quelques lignes sur la méconnaissance des étudiants pour la ville, cf. Segalen (M.), *Nanterriens. Les familles dans la ville. Une ethnologie de l'identité*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 1990, p. 9-18. Françoise de Barros, elle, ne fait apparaître l'université que pour décrire les tensions entre pouvoir municipal et Etat avant sa construction, validant l'idée de sa disparition par la suite et la dénonciation de son extra-territorialité, cf. De Barros (F.), *L'Etat au prisme des municipalités*, opus cité.

⁵ Expérience que nous avons pu observer à plusieurs reprises entre agents municipaux et universitaires.

Nanterriens et Nanterrois : juxtaposition et distinction

La juxtaposition des Nanterriens et des Nanterrois ne fonctionne cependant la plupart du temps que dans le sens des Nanterriens. Les Nanterrois, synonyme d'universitaires, ne perçoivent pas nécessairement la distinction ni ne la formalisent sous l'angle de ces « deux Nanterre », universitaire et citadin, ou plutôt, parce qu'ils ne formalisent pas la juxtaposition comme conséquence de la séparation ville-université, elle perdure à l'université. De leur côté, les Nanterriens considèrent que l'antériorité usuelle et la légalité juridique en font la seule appellation légitime et rejettent ainsi sur l'appartenance, passagère, à l'université l'ignorance langagière. La distinction les conduit, du même coup, à classer les individus selon cette terminologie et parfois à « remettre les universitaires à leur place », transitoire et ignorante des usages locaux, les réinstallant *de facto* dans la position de seuls dépositaires légitimes des lieux. En retour, la dichotomie langagière alimente un ensemble de conversations entre spécialistes parfois autoproclamés de la ville de Nanterre ou de son université, sur la généalogie de la juxtaposition, rumeurs plus ou moins avérées à l'instar du mythe de la construction de l'université en lieu et place d'un bidonville⁶. L'appellation Nanterrois disparaît en réalité avec la révolution française⁷. Sa persistance ou plutôt sa renaissance semble bien liée à l'installation du campus universitaire en 1964. Voulu par ses initiateurs comme modèle d'un *campus*, autonome avec sa résidence universitaire sur place, il crée une communauté de vie séparée de la *ville*, avant tout contrainte par les lieux (friches et voies rapides alentour, absence de commerce, de transport et de lieu de sociabilité hormis la cafétéria du restaurant universitaire et le local de l'UNEF)⁸. Conjuguée à la profusion de discours sur soi de cette communauté particulière, cette vie en autarcie conduit rapidement à nommer la cohorte universitaire. Fruit probablement du hasard, le besoin de la nommer à partir de l'ancrage territorial rencontre alors la séparation de fait, sociale, géographique et politique, avec la municipalité, la conduisant à ce malentendu langagier durable.

Si la construction sociale et politique sur laquelle se fonde ce malentendu langagier a produit des effets durables sur l'imperméabilité ville-l'université, c'est aussi parce qu'elle s'est longtemps adaptée aux représentations que les groupes produisant ces discours souhaitaient donner d'eux-mêmes. Avant même son ouverture en 1964, la faculté de lettres de Nanterre contrevient à l'exemplarité ouvrière de la municipalité et le travail de sa clientèle électorale en amputant de larges espaces disponibles pour l'édification de logements sociaux, l'implantation d'usines⁹. Or, depuis la fin des années 1950, la disponibilité foncière se raréfie à Nanterre¹⁰ avec la création en 1958 de l'Etablissement Public pour l'Aménagement de La Défense¹¹. Les expropriations lancées en 1965 dans le cadre de la réorganisation de la région parisienne accélèrent le phénomène et s'ajoutent à la départementalisation et au chantier de la

⁶ Lors des échanges par exemple de l'atelier, « *Mémoire, culture matérielle, migrations. Approches comparées France/USA* », LESC/University of Chicago, Nanterre, 22 mars 2011.

⁷ Wasserman (G.), *Nanterre, une histoire*

⁸ Duteuil (J.-P.), *Nanterre 65-66-67-68. Vers le mouvement du 22 mars*, opus cité, p. 12.

⁹ De Barros (F.), *L'Etat au prisme des municipalités*, opus cité, « Mise sur agenda des bidonvilles et rareté foncière » p. 216-234 et « Etrangers et biens urbains d'échange politique » p. 257-278.

¹⁰ Fourcaut (A.) (dir.), *Un siècle de banlieue parisienne (1859-1964)*, Paris, L'Harmattan, 1988, p. 69-70.

¹¹ Fourcaut (A.), Bellanger (E.), Flonneau (M.), *Paris/Banlieues, conflits et solidarités*, Paris, Creaphis, 2007, p. 299.

future préfecture¹². La cession des terrains d'aviation, propriété de l'Etat, en vue de l'édification d'une faculté de lettres déchargeant la Sorbonne sur occupée rompt avec les anticipations d'une éventuelle rétrocession de ces terrains à la localité comme compensation des pertes liées aux expropriations de La Défense¹³.

La faculté contrevient donc originellement aux plans de « réalisations sociales » de la municipalité communiste et sans contrepartie électorale. Cette défiance doit aussi aux idéologies politiques qui y sont anticipées et se concrétisent rapidement - absence de passage par les écoles de formation du PCF, anti-stalinisme dominant des groupes universitaires, rapide marginalisation des l'Union des Etudiants Communistes puis de l'UNEF dès 1967. D'autre part, l'anti-intellectualisme et la légitimité élective centrée sur les réalisations locales et la responsabilité municipale ajoutés à la faible part d'étudiants Nanterriens renforcent cette distance initiale, jusqu'à l'affrontement entre groupes opposés à intervalles plus ou moins réguliers¹⁴, en particulier après 1967.

Derrière la construction sociale et politique d'une imperméabilité entre campus universitaire et ville ouvrière, et une politisation locale de la question des étrangers centrée sur le logement et la résorption des bidonvilles¹⁵, les rencontres militantes se multiplient pourtant à partir du milieu des années 1960. La politisation intense sur le campus à la fin des années 1960 et au début des années 1970 s'inscrit dans cette configuration où plusieurs actions mettent en relation ce triple monde : ouvrier, étudiant et « immigré »... Malgré leur caractère parfois éphémère, ces actions hétérodoxes, comme la mise en place d'un crèche pour enfants des bidonvilles éclairent les rapports plus ordinaires, entre municipalité et immigrés, communisme local et dissidences post 1968.

3.2 « Progresser ou crever » : les enseignements de Mai ou le mouvement de rectification de Vive la Révolution et les recompositions des forces politiques à Nanterre-Université

A. L'espace disponible et le désarroi militant de l'après mai

A Nanterre, les plus grandes grèves du siècle de mai - juin 1968 se sont en grande partie déroulées sous le contrôle du PCF et de la CGT et se *resectorisent*¹⁶ rapidement. Sur le

¹² De Barros (F.), *L'Etat au prisme des municipalités*, opus cité, p. 224-225.

¹³ Barros (F.), *L'Etat au prisme des municipalités*, opus cité, p.

¹⁴ Jean-Pierre Duteuil évoque ces confrontations lors de distributions de tracts au carrefour de l'université et du quartier HLM et ouvrier des Provinces Françaises, cf. Duteuil (J.-P.), *Nanterre 65-66-67-68*, opus cité.

¹⁵ Barros (F.), *L'Etat au prisme des municipalités*, opus cité.

¹⁶ La « déssectorisation » est un processus qui, dans les conjonctures de crise, aboutit à la perte d'emprise des logiques spécifiques des différents *secteurs* qui composent le monde social sur les pratiques et les calculs des agents qui en font partie, ouvrant donc une période de *fluidité* où les contraintes sectorielles s'affaissent, cf.

campus universitaire, il en va tout autrement. La question du devenir du « mouvement révolutionnaire » hante nombre d'étudiants. Là où la situation insurrectionnelle a débuté sa propagation, où le mouvement conduisant au 22 mars a connu un élargissement constant auprès des étudiants de toutes tendances¹⁷, elle prend un tour obsessionnel. Destiné à se reproduire, le *rire de Mai* est réajusté par de nombreux militants comme signe avant-coureur de la révolution en cours et à venir¹⁸. Parmi ceux, plus organisationnels, qui regardaient d'un air méfiant le mouvement naissant avant de s'y rallier, comme la JCR, ou le dénonçaient implacablement avant son extension aux usines, comme l'Union des Jeunesses Communistes marxiste léniniste (UJCml) dite « maoïste », revendiquer les filiations avec Mai et en « tirer les leçons » résonnent désormais comme un bruit de fond permanent¹⁹.

A l'innovation sarcastique des situationnistes et des anarchistes qui peuplaient et orientaient assez nettement le mouvement du 22 mars à côté de nombreux inorganisés²⁰, se renforcent *a contrario* les mouvements aux prétentions organisationnelles plus affirmées dans l'après 68. Or, si la Liaison des Etudiants Anarchistes et les situationnistes ont contribué à élargir la critique pédagogique et antiautoritaire à l'université, c'est plus particulièrement les luttes tiers-mondistes et anti-impérialistes ensuite et la lutte pour le Vietnam qui animent et différencient les organisations trotskistes (regroupées derrière les Comités Vietnam National) et maoïstes (pilotant les Comités Vietnam de Base) qui se renforcent après 1968²¹. La fin du mouvement proprement dit en mai et sa « resectorisation électorale » en juin 1968²², localement les reprises dans les usines, la dissolution du groupe du 22 mars et de l'UJCml²³, mais aussi l'éparpillement de leurs membres ainsi que la dispersion liée à la coupure estivale,

Dobry (M.), *sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la FNSP, 1992.

¹⁷ Duteuil (J.-P.), *Nanterre 65-66-67-68...*, opus cité, p. 90-98 ; 142-146 ; 164-166.

¹⁸ L'immense ouverture des possibles que provoque le moment critique affleure dans les écrits, récits et entretiens avec des personnes militant à cette période au-delà de projections nostalgiques d'un passé révolu.

¹⁹ Le périodique de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire, *Rouge*, créé en septembre 1968 en fait un enjeu premier, de même que *Vive le Communisme* (BDIC, GF°P 4381) puis *Vive la Révolution* (BDIC, GF 4382), contraignant les organisations sur le campus à s'en faire les défenseurs avec leurs différences (Unef-Renouveau et Union des Etudiants Communistes, proches du PCF, ou l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme, trotskiste lambertiste) (BDIC, F delta res 813/7-12).

²⁰ Duteuil (J.-P.), « Les groupes politiques d'extrême-gauche à Nanterre », article cité, p. 113.

²¹ Dès avant les luttes en faveur du Vietnam, la politisation durant la guerre d'Algérie et son insertion dans une lutte pour la révolution coloniale conduit à la consolidation de l'extrême gauche, avec les défections de minorités socialistes (naissance du PSU) et communistes, en particulier à l'Union des étudiants communistes (UEC), rejoignant souvent les courants trotskistes (JCR notamment) et maoïstes (UJCml) cf. Kalter (C.), « Les damnés de "Nanterre". Extrême gauche, tiers-monde et années 68 », dans Dreyfus-Armand (G.) (dir.), *Les années 68 : un monde en mouvement. Nouveaux regards sur une histoire plurielle (1962-1981)*, Paris, Syllepse, 2008.

²² Gobille (B.), *mai 68*, Paris, La découverte, 2008, p. 95-97.

²³ L'UJCml est l'une des 12 organisations (avec le Parti communiste marxiste léniniste de France – PCmlF - et le Parti communiste internationaliste – PCI - pour la composante Marxiste Léniniste) interdites sur décision du ministre de l'Intérieur le 12 juin 1968. La JCR, la Fédération des Etudiants Révolutionnaires (FER), le Comité de Liaison des Etudiants Révolutionnaires (CLER) et le Mouvement du 22 mars, présents sur le campus, aussi.

ne prédisposent pourtant pas au départ à la reprise des luttes. Au contraire, l'été a provoqué chez beaucoup de participants aux événements de mai-juin un extrême *désarroi, découragement, dégoût*²⁴.

Quand ça n'a pas débouché ça a été vraiment la grande descente [...] il y a tout un tas de gens dont moi qui étaient un peu livrés à eux-mêmes et qui n'avaient pas envie que les choses redémarrent « prof-bouquin... gentil-gentil » comme si de rien n'était. Et qui étaient donc tout disposés à écouter des gens qui voulaient continuer à essayer de faire un peu de... d'activisme [...] Je cherchais quelque chose à quoi m'identifier...

Catherine C²⁵

B. Captation de l'expérience de mai et relégitimation : l'expérience synchrétique de Vive la Révolution

Dans cette ferveur retombée de la rentrée universitaire de 1968-1969 s'implante un groupe réuni autour d'un journal, *Vive le Communisme*. Il vient grossir la constellation des mouvements marxistes léninistes, ou « maoïstes », après la dissolution de l'Union des jeunes communistes marxistes léninistes (UJCml) en juin et son éclatement en plusieurs sous-groupes. Elle se présente localement comme un réajustement, suivant la délégitimation des membres de l'UJCml après leur critique très dure du mouvement, non orienté exclusivement sur les usines et qualifié de « petit-bourgeois » et « corporatiste »²⁶. La rupture conduit à la reprise en main de l'organisation dès le mois d'avril par des « cadres » extérieurs, Roland Castro²⁷, Jacques Barda²⁸, de l'école d'architecture de Paris, à la demande de « cadres » parisiens de l'organisation. Cette reprise en main conduit le groupe à une autocritique sévère et à la venue de nouveaux cadres, visiblement choisis pour leur capacité anticipée à composer avec l'hétérogénéité des groupes politiques présents à Nanterre²⁹. Ils doivent ainsi s'adapter à une configuration locale particulière qui s'accommode mal du dogme ouvriériste de leurs prédécesseurs. Le désert urbain et social, la vie quotidienne des résidents de la cité universitaire de même que la forte présence des groupes trotskistes et anarchistes commandent depuis l'ouverture de la faculté de lettres en 1964 de procéder à des

²⁴ « Vive la révolution », supplément au n°5 de *Vive le communisme*, juillet-août 1969, p. 72.

²⁵ Entretien avec Catherine C., militante à la « crèche sauvage », 13/11/2008.

²⁶ Dénonciations qui aliènent alors une grande partie des sympathies étudiantes pourtant substantielles à l'égard de l'UJCml qui pilote alors le Comité Vietnam de Base où se trouvent de nombreux « inorganisés », voir Duteuil (J.-P.), « Les groupes politiques d'extrême-gauche à Nanterre », article cité, p. 115.

²⁷ Bio Castro

²⁸ Bio Barda

²⁹ Duteuil (J.-P.), *Nanterre 65-66-67-68. Vers le mouvement du 22 mars*, opus cité. L'auteur donne un autre exemple de cette capacité à composer à travers l'humour et le ton ironique dont font preuve ces nouveaux cadres envoyés à Nanterre cf. <https://around1968.modhist.ox.ac.uk/>, mai 2008.

alliances ponctuelles au sein de cette « communauté nanterroise ». Dès les origines, une unité d'action s'effectue ainsi contre les « descentes de fachos » de même que plus tard l'élargissement de la critique pédagogique s'étend bien au-delà des seuls groupes anarchistes³⁰.

Début avril 1968, ces cadres extérieurs sont donc chargés d'empêcher la rupture de se radicaliser alors que la faculté apparaît comme un viviers militant important et un lieu stratégique voire, après mai 68, une véritables terres de mission, pour le symbole qu'elle incarne d'une alliance possible entre monde ouvrier, avant-garde révolutionnaire étudiante et tiers-monde immigré avec les bidonvilles entourant la faculté³¹. A l'instar de Daniel Bensaïd pour la JCR, Roland Castro et Jacques Barda, pour l'UJCml puis Vive le Communisme³², s'associent alors à une poignée d'étudiants de Nanterre présents au sein du 22 mars, comme Anette Levy-Villard, et sont rapidement rejoints localement par d'autres étudiants après la rentrée universitaire, et régionalement par plusieurs comités de base (de Censier, de lycées, en particulier Buffon à Paris) et comités d'action³³. Enfin, les « bases ouvrières », des usines de Citroën-Nanterre, Hispano-Suiza à la Garenne-Colombes et de Renault-Flins notamment, s'associent progressivement à Vive le Communisme et continuent le travail entamé par certains prédécesseurs de l'UJCml sur ces usines.

A Nanterre, si les cadres de l'organisation comme les membres qui les accompagnent ont peu souffert de l'opprobre des « pro-chinois » de l'UJCml en mai, la transformation du groupe, de son nom, son autonomisation par rapport à la Gauche Prolétarienne où se retrouve la majeure partie des cadres de l'UJCml, opèrent comme une entreprise de requalification à travers la captation des « enseignements de Mai » et la filiation bruyamment revendiquée avec l'événement. C'est cette filiation et la lutte pour son imposition, qui devient un dénominateur commun d'un groupe dont les membres demeurent assez différents. Dénominateur qui, du même coup, dévalue le rigorisme théorique et exégétique qui prévalait à l'UJCml et participe à laver l'organisation des soupçons et de la méfiance accumulés par ses prédécesseurs.

³⁰ Cette « appartenance nanterroise » s'accommode des affiliations politiques et syndicales des étudiants, une communauté faite d'alliances ponctuelles et de conflictualité à ellipses, Duteuil (J.-P.), « Les groupes politiques d'extrême-gauche à Nanterre », article cité.

³¹ Or, le tiers-mondisme est depuis la fin des années 50 et la guerre d'Algérie, localement depuis l'ouverture de la faculté de Nanterre et les luttes pour le Vietnam, un enjeu majeur de politisation de l'extrême gauche révolutionnaire, cf. Kalter (C.), « Les damnés de "Nanterre". Extrême gauche, tiers-monde et années 68 », dans Dreyfus-Armand (G.) (dir.), *Les années 68 : un monde en mouvement. Nouveaux regards sur une histoire plurielle (1962-1981)*, Paris, Syllepse, 2008, p. 62-81 et sur son développement local, Duteuil (J.-P.), *Nanterre 65-66-67-68. Vers le mouvement du 22 mars*, opus cité.

³² Duteuil (J.-P.), *Nanterre 65-66-67-68. Vers le mouvement du 22 mars*, opus cité.

³³ Bourseiller (C.), *Les maoïstes. La folle histoire des gardes rouges français*, Paris, Plon, 2008, p. 187-189.

C'est aussi cette filiation avec Mai qui, dès les premiers numéros de *Vive le Communisme*, conduit l'organisation à avancer un renversement théorique d'importance : la faveur pour l'anticolonialisme et le tiers-mondisme depuis la guerre d'Algérie notamment, se fonde sur un principe qui n'assigne plus uniquement ni prioritairement aux pays industrialisés l'éventualité d'une révolution³⁴, beaucoup y voient en France au contraire une chimère de plus en plus lointaine face à l'intégration croissante d'une partie de la classe ouvrière nationale à la société de consommation, renforcée par l'affaiblissement théorique et pratique du PCF et de la CGT, toujours plus centrées sur les luttes électorales. Or, le brutal retour de la question comme de la classe ouvrière avec les grèves de mai-juin, conduisent en retour les groupes d'extrême gauche, dont VLR, à tenter de redéfinir ces luttes tiers-mondistes, et à les relocaliser dans la défense des travailleurs immigrés et au profit de luttes concrètes en France.

C'est donc d'abord sur l'espace disponible laissé par la rupture estivale et le départ d'un certain nombre de membres et de leaders du mouvement du 22 mars, que se greffe l'organisation *Vive le Communisme*. Après un an sous ce nom, à l'automne 1969, l'organisation et le journal éponymes officialisent le penchant mouvementiste et spontanéiste qui leur a permis de prendre sur leurs différentes « bases » de recrutement, accentuant la distance avec le carcan organisationnel rigide de ses concurrents Marxiste Léniniste, en optant pour le nom de *Vive La Révolution (VLR)*³⁵.

C. VLR dans la constellation Marxiste léniniste

Inscrite dans la constellation des groupes Marxistes Léninistes et d'une « pensée mao » en pleine effervescence³⁶, VLR se distingue assez rapidement de l'épicentre contestataire que représente la gauche prolétarienne. Dès les premiers numéros de *VLC*, elle dénonce le dogmatisme de principe qui conduit cette dernière à rejeter toute alliance, même ponctuelle, avec les groupes anarchistes et trotskistes, première concession visible à un milieu militant « nanterrois » dans lequel elle n'est pas encore semble-t-il le « poisson dans l'eau » qu'elle

³⁴ Kalter (C.), « Les damnés de "Nanterre". Extrême gauche, tiers-monde et années 68 », article cité, p. 66-67.

³⁵ Plusieurs militants font référence à ce cadre pour expliquer leur engagement à VLR, à l'instar de Nadja R. ou Annette Levy-Willard, qui mentionnent elles aussi les conséquences de l'été 1968 et la perte de repères que VLC vient combler, cf. Robert Gildea, entretien avec Nadja R. et Annette L-W., <https://around1968.modhist.ox.ac.uk/>.

³⁶ On peut distinguer deux « vagues » du phénomène maoïste en France : celle, plus ancienne, des « Marxistes Léninistes », composée de « militants, parfois de cadres chevronnés du PCF, souvent anticolonialistes » incarnée par le PCMLF et une certaine « orthodoxie communiste » ; une seconde, des « maos », militants « de l'UEC » et/ou étudiants de l'École normale supérieure », « désireux d'un retour aux fondamentaux du léninisme » et d'un « activisme en direction du peuple » tiré « des leçons de Mao » et de la « Grande Révolution Culturelle Prolétarienne » chinoise, dont le centre de gravité reste la Gauche Prolétarienne après l'éclatement de l'UJCM en juin 1968. VLR occuperait le versant « libertaire » de cette seconde vague associée à l'après 68, cf. « Prochinois et maoïstes en France », *Dissidences*, n°8, mai 2010, p. 9-11.

cherche à devenir³⁷. De même, l'organisation s'oppose à l'emploi démesurément extensif de la notion de fascisme³⁸ ou encore, soutient, quoique de façon très critique, la candidature du trotskiste Alain Krivine à la présidentielle de 1969³⁹. A son ton plus satirique⁴⁰, s'ajoute le refus d'abandonner la critique et le militantisme dans les universités et l'opposition à la pratique de la « clandestinité », caractéristique du Parti communiste marxiste léniniste de France (PCMLF) et de la Gauche prolétarienne (GP). Elle est contrainte ce faisant à un certain repli dans l'établissement usinier. En effet, l'affichage de leurs positions par les militants de VLR leur ferment rapidement les portes des usines où ils se présentent⁴¹, alors que les entreprises surveillent rigoureusement les embauches, comme à l'usine Citroën-Nanterre où la plupart des militants maoïstes, et de nombreux membres de la CGT, sont rapidement licenciés après 68⁴². Malgré la fusion du groupe avec plusieurs comités de base (Censier), comités d'action (base ouvrière de Flins, de Citroën, d'Hispano-Suiza), l'hétérogénéité du groupe, socialement et politiquement, l'absence d'école de formation théorique et pratique aussi réglée que ses concurrents favorisent l'hybridité des modes d'action envisagés, souvent éphémères mais novateurs.

Produite par les contraintes de ses implantations principales, Nanterre (Flins, Mantes puis Villeneuve), et sa faiblesse numérique (et probablement économique), la mue organisationnelle de VLR s'accroît et se termine par une autodissolution confuse et précoce dès la fin 1971⁴³. Le groupe militant, que d'aucuns des participants d'alors présentent comme simple « mouvance », reprenant souvent l'appellation originellement péjorative de « maos spontex » pour exprimer la relative liberté de parole, de ton, de sociabilités au sein de VLR par opposition à la rigidité présentée comme exemplaire du référent-concurrent Gauche Prolétarienne⁴⁴, s'oriente progressivement vers un aggiornamento de la théorie marxiste-

³⁷ « A propos des déviations au sein du mouvement », *Vive le Communisme*, n°2, décembre 1968.

³⁸ « Fascisme ou fascisation ? », *Vive le Communisme*, n°3, mars 69,

³⁹ « Elections...bourgeoises » ; « Au camarade Krivine », *Vive le Communisme*, n°4, mai 69, p. 1 ; 6 ; « Krivine : bilan d'une campagne », *Vive le Communisme*, n°5, juin 69, p. 8-9.

⁴⁰ Au départ, l'orthodoxie, symbolisée par la catéchèse marxiste-léniniste, le dispute dans le journal à ce ton volontiers plus railleur. C'est surtout l'évolution du groupe qui fait croître cette seconde dimension, cf. Bourseiller (C.), *Les maoïstes. La folle histoire des gardes rouges français*, opus cité, p. 259-260.

⁴¹ Entretien avec Nadja R., <https://around1968.modhist.ox.ac.uk/>, 05/06/2007.

⁴² « Carton Citroën », Société d'histoire de Nanterre.

⁴³ Si la question des luttes en direction des « immigrés » accompagne l'accent sur l'autonomie des groupes et des luttes (jeunes, femmes, immigrés, homosexuels, régionalismes), elle est absente des débats conduisant à l'autodissolution du groupe et c'est aussi le seul sous-groupe autonome inexistant.

⁴⁴ Les discours sur la souplesse de VLR sont à l'évidence une reconstruction méliorative qui s'accorde avec la dévaluation généralisée des groupements révolutionnaires, les courants maoïstes devenant dès la fin des années 1970 un symbole du « dogmatisme » et de l'« aveuglement ». L'appartenance à une « mouvance » porte moins à conséquence individuellement et fonctionne comme légitimation d'une entreprise rarement reniée. La focalisation sur l'aspect culturel de l'organisation suit à peu près les mêmes logiques et s'associe à la forte présence des femmes, aussi nombreuses à VLR que peu présentes dans le mouvement maoïste français, qui en font le symbole d'une distinction avec le masculino-centrisme des révolutionnaires symbolisé presque toujours

léniniste de la Révolution et de sa facture d'importation parisienne très *usino-centrée*. Soucieuse de se présenter comme héritière et garante des « enseignements » de Mai dont il s'agit de « poursuivre l'éblouissement »⁴⁵, l'intention se lit aussi chez VLR comme le résultat d'une configuration évolutive où se croisent trois dimensions principales : une réaction pragmatique mais contrainte d'adaptation à l'hétérogénéité sociale et aux hétérodoxies créés et amplifiées par le mouvement du 22 mars au cœur de sa « base arrière »⁴⁶, le campus de Nanterre, comme dans la plupart des sous-groupes où elle recrute ses premiers militants ; un souci de distinction interne, au sein de la configuration ML et plus particulièrement avec la Gauche Prolétarienne qui à sa différence accentue son virage ouvriériste et son repli théorique, et externe, avec ses concurrents (universitaires, syndicaux, ...) à Nanterre et dans les usines ; une hétérogénéité interne à l'organisation et une diversité d'expériences qui la conduisent à des hybridités et à des amendements théoriques et pratiques.

Ce faisant, l'organisation se réfère de façon précoce mais croissante aux problématiques de la vie quotidienne. Une de ses premières tribunes, dès le mois de mai 1969, intitulée « du football à la lutte contre le révisionnisme »⁴⁷ met ainsi l'accent sur la nécessité de pousser les contradictions du PCF à travers son traitement des immigrés et des bidonvilles. Ces contradictions s'y révèlent notamment dans des actions apparemment anodines comme la construction d'un terrain de football pour les jeunes des cités HLM et les enfants des bidonvilles à Nanterre. L'enjeu est rapidement transformé en orientation théorique plus générale au mois de novembre 1969 dans l'article « Elargir la lutte à tous les aspects de la vie social-capitaliste »⁴⁸. Autour d'un montage photo très suggestif associant le nouveau siège ultra-moderne du Parti Communiste Français place du Colonel Fabien à un empilement de baraques de bidonvilles, l'article avance la nécessité de coupler désormais « au travail sur les usines » celui « sur les quartiers », en particulier les bidonvilles entourant la faculté, considérés comme délaissés politiquement par la municipalité communiste⁴⁹.

par la figure militaire de la Gauche Prolétarienne. cf, Entretien avec Catherine C., 13/11/2008, et ceux réalisés par Robert Gildea avec Annette Levy-Willard (06/06/2007), Françoise Picq (27/04/2007) et Nadja Ringart (05/06/2007), <https://around1968.modhist.ox.ac.uk/>.

⁴⁵ D'après Roland Castro lui-même in Bourseiller (C.), *Les maoïstes. La folle histoire des gardes rouges français*, opus cité, p. 188.

⁴⁶ *Vive la révolution : journal marxiste-léniniste maoïste*, n°1, 15 novembre 1969, p. 8-9.

⁴⁷ *Vive le Communisme*, n°4, mai 1969, p. 4.

⁴⁸ *Vive la Révolution : journal marxiste-léniniste maoïste*, n°1, 15 novembre 1969, p. 8-9

⁴⁹ « Si nous travaillons sur Nanterre, c'est parce que, tout d'abord, il y a une oppression particulièrement forte (bidonvilles, HLM sordides, pas d'occupation pour les jeunes, contradiction entre le "bas" Nanterre et le "beau" Nanterre), parce que ce travail est en liaison directe avec notre travail sur quelques usines, et que nous avons l'arrière solide que constitue la faculté. », dans « Elargir la lutte à tous les aspects de la vie social-capitaliste », *Vive la Révolution : journal marxiste-léniniste maoïste*, n°1, 15 novembre 1969, p. 8-9.

Au mois de mars 1970, en réponse aux dénonciations de la violence et de l'agitation permanente qui secoue plusieurs mois durant de nombreuses facultés, et surtout aux « événements de Nanterre » des 2 et 3 mars où des affrontements très durs entre étudiants et forces de l'ordre se soldent par une victoire provisoire des étudiants, le supplément au n°6 avance en « une » « Ce que veulent les gauchistes... changer la vie », suivi d'un argumentaire visant à opposer au stigmatisme des destructions la mise en avant des « constructions » sociales auprès des plus exploités⁵⁰.

Revendiqué à grand renfort de citations du « Président Mao » comme un des « enseignements de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne » chinoise consistant à mettre en lumière les contradictions d'un « peuple » nécessairement hétérogène, le bréviaire maoïste qui s'appuie alors, là-bas, sur des « masses paysannes » devenues fer de lance de la révolution, est réimporté et employé, ici, conséquence des « révélations de Mai », pour les jeunes ouvriers, les immigrés, les femmes. La catéchèse maoïste est ainsi réajustée par VLR en opération de légitimation de sa focalisation progressive sur les fractions les plus exploitées du prolétariat qui semblent mieux prédisposées à recevoir ses discours. En ceci, elle poursuit bien l'orientation d'autres organisations maoïstes du moment qui font de ces fractions hétérogènes et oubliées du prolétariat les emblèmes de leurs luttes. Mais la particularité de VLR est la rapidité du changement et la radicalisation qu'il opère dans cette organisation nettement moins structurée. Dénoncées comme non représentées et non défendues - immigrés, femmes, jeunes, plus tard homosexuels - par un PCF qui ne s'occupe plus à Nanterre « des non-votants et des improductifs, laissant ainsi à l'abandon les jeunes et les immigrés, les vieux et les femmes qui votent souvent comme leur mari... »⁵¹, ces fractions de la classe ouvrière sont valorisées et réinsérées dans une lutte principale qui oppose les organisations marxiste léniniste et « maos » au PCF⁵². Enjeu quasi obsessionnel des groupes maoïstes français, l'accent est placé sur cette « France sauvage », non « enrégimentée » dans les organismes « révisionnistes » (PCF-CGT) vus comme uniquement soucieux de conforter leur cœur social et électoral, les fractions les plus stables des groupes ouvriers, employés et petits

⁵⁰ *Vive la Révolution*, Supplément n°6, juin 1970.

⁵¹ *Vive la Révolution : journal marxiste-léniniste maoïste*, n°1, 15 novembre 1969, p. 8-9...

⁵² Il reste « le » centre d'attraction à gauche, témoignant de la croyance pour nombre de dirigeants maoïstes de la première vague mais aussi de la « seconde » dont l'UEC a été un lieu de formation majeur, cf. Bourseiller (C.), *Les maoïstes. La folle histoire des gardes rouges français*, opus cité, p. 54-68 ; Matonti (F.), Pudal (B.), « L'UEC ou l'autonomie confisquée (1956-1968) », chapitre cité, p. 130-131 ; Romain Vila donne un aperçu plus général de cette confrontation, « De la divergence à la dissidence : études des rapports entre les maoïstes français et le couple PCF/CGT (mai 1966-juin 1970) », *Dissidences*, n°8, mai 2010, p. 81-96.

fonctionnaires, et dénoncés comme une défense de la seule « aristocratie ouvrière », sur la commune de Nanterre et ailleurs⁵³.

Suivant cette évolution, plusieurs militants de VLR s'établissent à Nanterre, à la cité des Marguerites au Petit Nanterre et dans un des HLM de la cité des Provinces Françaises face à l'université, plus tard dans d'autres villes de banlieue. Si les effets sont faibles sur le plan de la concurrence avec les organisations majoritaires, PCF et CGT, l'enracinement quotidien joue un rôle important. En effet, il entérine rapidement le changement de stratégie qui fait désormais de l'attention à la « vie quotidienne » une orientation prioritaire, un développement naturel « des luttes d'usines », et de la défense des travailleurs immigrés un de ses aspects centraux. Au premier trimestre 1970, l'implantation d'une « crèche sauvage » à l'université s'y présente comme une suite logique et un accélérateur de cette réorientation. La crèche sauvage doit ainsi sceller l'alliance de classe entre ouvriers - français et immigrés - et « étudiants révolutionnaires » en subvertissant « l'ordre bourgeois » de l'université, c'est-à-dire en mettant « le mouvement étudiant au service du prolétariat révolutionnaire »⁵⁴, symbolisé ici par les habitants des bidonvilles et des « mères » immigrées, jusqu'ici particulièrement absentes des discours ML⁵⁵.

3.3 Cueillette des fleurs de Mai et subversion de l'université bourgeoise : de la descente au peuple à son intrusion au sein de la bourgeoisie

« Attaquer l'ennemi sur ses points faibles », les « opprimés par la bourgeoisie et l'appareil de répression révisionniste [*i.e.* PCF et CGT], les plus révoltés, et là où les masses ne constituent pas une force électorale bien établie ; ce sont donc principalement sur les jeunes, les immigrés et les femmes que nous nous appuyons. »

Vive la révolution, journal marxiste-léniniste maoïste, 15 novembre 1969.

Début février 1970, est envisagé la création d'« un Centre d'Activités des Enfants de Nanterre, c'est-à-dire une crèche-garderie, comme celles qui fonctionnent déjà à Paris, à Censier et aux Beaux-Arts »⁵⁶. Immédiatement rebaptisé et popularisé sous le nom de « crèche sauvage » par les militants de VLR qui pilotent l'action, il se donne d'abord pour objectif d'accueillir les enfants « du personnel de la fac ; des étudiants, des enseignants ; des familles du quartier⁵⁷ ». Lutter contre la pénurie et la cherté des crèches ordinaires y est ainsi couplée

⁵³ « Elargir la lutte à tous les aspects de la vie social-capitaliste », *Vive la Révolution : journal marxiste-léniniste maoïste*, n°1, 15 novembre 1969, p. 8-9, puis dans *Vive la Révolution*, Supplément n°6, juin 1970.

⁵⁴ *Vive le Communisme*, n°3, autour de mars 69, p.13.

⁵⁵ Même si sa réalisation a pu sembler aléatoire comme en témoignent plusieurs personnes d'obédiences diverses ayant côtoyé la crèche ou le relèvent certains participants directs comme Catherine C.

⁵⁶ BDIC, F delta 813-12 : « Pour une crèche sauvage à Nanterre ! ».

⁵⁷ BDIC, F delta 813-12 : « Pour une crèche sauvage à Nanterre ! ».

au refus « des principes abêtissants des crèches habituelles ». La dimension de lutte contre l'exploitation économique et l'ouverture sur l'extérieur est subordonnée à un principe de lutte politique aux accents plus universitaires, contre l'idéologie bourgeoise et familialiste abrutissante des crèches ordinaires et pour la libération de temps pour les femmes. Pour cette raison, la crèche doit être édifiée selon plusieurs principes : une « animation » « par des hommes aussi bien que des femmes » ; la participation de « tous ceux qui se sentent concernés par l'éducation des enfants » ; « une crèche gratuite, ouverte tous les jours de la semaine, à toute heure, pour les enfants de 3 mois à 6 ans (ou plus...) et sans séparation des enfants par classe d'âge »⁵⁸.

Une salle inutilisée⁵⁹ du bâtiment D de la fac de Lettres est prise par plusieurs militants au début du mois de février qui y installent du mobilier pour enfants et se relaient pour garder et changer ces derniers⁶⁰. Catherine C. récupère ainsi au petit pavillon familial, à Colombes, la chambre d'enfant de son frère que sa mère, assistante sociale travaillant auprès des familles des « cités d'urgence » de la commune, lui cède. De récupération en récupération, la crèche se monte rapidement, les rumeurs et la propagande réalisée autour de la crèche contribuant à l'alimenter, sans pour autant dépasser plus d'une dizaine d'enfants par jour. « Des bambins dans la salle D de la fac de Lettres ; les ballons volent ; les cubes s'entassent ; une course d'un bout à l'autre de la salle, une chute ; des cris, des pleurs, mais de courte durée : la bonne humeur est de rigueur. Ici, les gosses peuvent s'exprimer librement : c'est la crèche sauvage »⁶¹.

A. Du centre d'activité pour enfants ... à la crèche sauvage de Nanterre

L'appel à la « rencontre nationale des centres de la petite enfance » prévue pour le 14 février titré « Les crèches sauvages vers la révolution »⁶² affine les liens entre « crèche sauvage » et « lutte des classes » comme une lutte contre la double exploitation économique des femmes au foyer et la lutte contre l'idéologie familialiste véhiculée dans les crèches ordinaires et voulue par « la bourgeoisie ». Mais celle mise en place par VLR comporte une teinte particulière :

L'idée elle était au moins double je pense : ouvrir la fac sur l'extérieur – ça, c'était le grand motif depuis 68 ; la sortir du ghetto pour aller vers le ghetto plus large puisque c'était encore tout à fait ça la configuration sociale de Nanterre à l'époque... et que les alentours immédiats c'étaient les

⁵⁸ BDIC, F delta 813-12 : « Pour une crèche sauvage à Nanterre ! ».

⁵⁹ La crèche sauvage « utilise des locaux universitaires parce qu'ils sont inoccupés et donc plus utiles au service des immigrés », *Vive la Révolution*, n°6, 5 juin 1970, p. 5.

⁶⁰ Entretien avec Catherine C., 13/11/2008.

⁶¹ *Vive la Révolution*, n°3-4, mars 1970, p. 8.

⁶² BDIC, F delta 813-12 : « Les crèches sauvages vers la révolution » (supplément à l'école de Mai).

immigrés [...] Et le deuxième objectif, c'était aussi, intra muros, de faire sortir la fac de son confinement... purement étudiant et... les thèses assez maoïstes... Les étudiants aux champs et inversement.

Catherine C.

« Cette crèche sauvage, c'est une tour de Babel. Les fils et filles d'étudiantes jouent avec les enfants des bidonvilles que leurs mères, portugaises ou algériennes, amènent tous les matins et reprennent le soir "Français, immigrés, même biberon !", c'est la devise de cette crèche »⁶³. Assez rapidement la venue des enfants d'immigrés est associée à la mise en place de cours d'alphabétisation pour les parents qui prolonge le travail d'établissement des militants de VLR à proximité des bidonvilles⁶⁴. De même, est décidé d'ouvrir la piscine de la faculté, à la manière du restaurant universitaire en 1968, aux habitants des bidonvilles et des cités alentour⁶⁵. Enfin, les réseaux ouvriers locaux sont mis à contribution pour unifier l'alliance entre bébés français et immigrés, comme en témoigne l'annonce de la « crèche sauvage » dans le numéro d'avril édité par le comité d'action de Citroën Nanterre⁶⁶, où sont invités à rejoindre la crèche les enfants d'ouvriers. Sans que le résultat semble réellement au rendez-vous.

La présentation adressée aux ouvriers y est pour l'occasion clairement étoffée : symbole du rejet des privilèges étudiants et de la lutte des bidonvilles autour de la « belle faculté », la crèche soutient désormais avant tout les « femmes immigrées qui n'ont plus le temps de souffler » et leurs « gosses qui sont obligés d'aller jouer dans la boue ou s'emmerder dans des crèches bourgeoises », « trop petites, trop peu nombreuses, trop chères ». « Pourquoi une crèche sauvage ? ». Sous le slogan « Bébés français-immigrés : même biberon » et un dessin représentant une faucille et un biberon en guise de marteau, l'exhortation à rejoindre la crèche réitère les principes politiques de celle-ci : antiraciste tout d'abord, « parce qu'elle est ouverte à tous les enfants, qu'ils soient français ou immigrés » ; pédagogique et antiautoritaire ensuite, « parce que ce sont des révolutionnaires qui s'en occupent et pas des nounous spécialisées dans les fessées et les guilis guilis » ; responsable cependant, « parce que tous les parents peuvent venir voir comment ça se passe » ; luttant contre l'exploitation économique et l'ordre bourgeois enfin, « parce qu'elle est gratuite », « et surtout, parce que les bourgeois

⁶³ *Vive la Révolution*, n°3-4, mars 1970, p. 8.

⁶⁴ *Vive la Révolution*, n°3-4, mars 1970, p. 8.

⁶⁵ *Vive la Révolution*, n°6, 5 juin 1970, p. 5.

⁶⁶ « A la fac de Nanterre : crèche sauvage pour les gosses du peuple », *Base ouvrière-Obreira*, n°21, 17 avril 1970.

ne peuvent pas accepter de voir les étudiants dans les bidonvilles et les habitants des bidonvilles dans les facs »⁶⁷.

B. Faire de nécessité vertu : du modèle des beaux arts au contre-modèle de Nanterre

Poursuivant et accélérant les réorientations du groupe, la crèche sauvage devient un des fers de lance de ces nouvelles « initiatives » qui « font que les masses peuvent se reconnaître dans le projet politique des gauchistes, parce que les gauchistes interviennent sur des points précis touchant leurs conditions de vie et font un travail “utile au peuple” »⁶⁸. Progressivement cependant, le curseur s’est déplacé plus exclusivement sur les relations entre faculté et bidonville et sur la subversion occasionnée par l’ouverture de la faculté aux bébés immigrés et progressivement contre la répression qui vise à empêcher le retour de ces derniers sur le campus⁶⁹. L’évolution relève bien d’une radicalisation dans laquelle la stigmatisation des bébés « bruns » et des « délinquants » immigrés⁷⁰ entraîne en retour VLR à faire de la prise en charge des « bébés immigrés » et de la subversion de « l’université bourgeoise » le principal moteur de la crèche sauvage⁷¹.

De plus en plus exclusive, cette orientation la démarque des autres organisations présentes sur la fac⁷². Elle reflète aussi les contraintes propres au recrutement et aux objectifs de la crèche. L’orientation vers les bidonvilles, et non plus seulement sur les travailleurs immigrés dans les usines, pour concurrencer un PCF en difficulté dans sa gestion locale des immigrés, est déjà présent depuis la rentrée 1969 à VLR. Pour autant, au lancement de la crèche, la question n’apparaît pas aussi centrale, ou aussi structurée que l’avance l’organisation par la suite⁷³. C’est bien plus l’évolution en situation, relativement contrainte du point de vue du recrutement ouvrier et étudiant, qui conduit progressivement à cette focalisation sur les bébés immigrés. En effet, la crèche est au départ anticipée sur le modèle de la crèche de la Sorbonne qui, en mai 1968, permettait à certains parents de participer aux manifestations⁷⁴, et plus

⁶⁷ BDIC, F delta 812/13 : « A la fac de Nanterre : crèche sauvage pour les gosses du peuple », *Base ouvrière-Obrera*, n°21, 17 avril 1970, p. 4.

⁶⁸ *Vive la Révolution*, n°3-4, mars 1970, p. 2.

⁶⁹ « Défendons la crèche sauvage ! », *Vive la Révolution*, n°6, 5 juin 1970, p. 5.

⁷⁰ BDIC, F delta 150/81 : « Crèche crucifiée », *Rouge*, supplément au n°64, 18 mai 1970 ; « Fermeture, ségrégation, provocation ».

⁷¹ « Crèche sauvage et révolution », *Vive la Révolution*, n°5, 20 avril 1970, p. 6.

⁷² BDIC, F delta 150/81 (Tracts Rouge, AJS, Unef Renouveau) auxquels répond la tribune « gauchisme légal et gauchisme révolutionnaire », *Vive la Révolution*, n°3-4, mars 1970, p. 9.

⁷³ En la reprenant à son compte, Daniel Gordon participe à l’unité idéologique et la ligne politique que souhaite donner l’organisation d’elle-même et de la crèche. Cette fixation se retrouve par ailleurs sur les positions « antiracistes » de l’organisation, facilitée par les va-et-vient permanents entre numéros et tracts de l’organisation, cf. Gordon (D.), « A Nanterre, ça bouge... », article cité, p. 77-79.

⁷⁴ ...

encore sur celles lancées dans la foulée aux Beaux Arts et à Censier, dont certains membres liés au comité de base rejoignent VLR à l'automne 1968⁷⁵.

Le modèle de la crèche de Nanterre, c'était la crèche des Beaux Arts [...] Et c'était déjà assez en place. Et donc, je me souviens que nous, on allait assister à des réunions avec des gens qui s'occupaient de la crèche des beaux arts pour s'imprégner un peu de leur expérience [...] il y avait là un modèle déjà bien en place et qui fonctionnait assez bien. Mais essentiellement avec les étudiants des Beaux Arts qui étaient globalement plus âgés que les étudiants de Nanterre parce que je crois que le cursus était plus long. Et donc, il y en avait déjà un certain nombre qui étaient parents. [...] La crèche des beaux arts répondait à une nécessité interne, ça leur facilitait les choses d'avoir la crèche sur place et en même temps ça leur donnait la cellule de base...pour créer la crèche et après, faire éventuellement venir d'autres et l'ouvrir.

Entretien Catherine C., 13/11/2008

Le recrutement doit dans un premier temps s'effectuer auprès du personnel, administratif, du restaurant universitaire et des étudiants avant tout, et plus tard, une fois stabilisé, se tourner vers les quartiers et les bidonvilles. La nouvelle se diffuse rapidement auprès de jeunes des bidonvilles avoisinants et des travailleurs immigrés qui mangent régulièrement au restaurant universitaire depuis que les contrôles ont été abandonnés dans ce dernier en mai 1968⁷⁶. Comme le rappelle Daniel Gordon, à côté de la lutte socio-économique (gratuité et ouverte aux travailleurs) et pédagogique (contre l'abrutissement des crèches institutionnelles), c'est cette troisième dimension, qu'il qualifie d'antiraciste⁷⁷, qui distingue la crèche sauvage de Nanterre des autres crèches parisiennes, plus anciennes et souvent plus durables. Elle lui donne par la même occasion sa forte coloration maoïste, validant l'antienne répétée à longueur de journal, s'appuyant sur l'expérience de « mai », de la nécessaire « subversion de l'ordre bourgeois » par l'ouverture de l'université et de sa crèche sur « l'extérieur », le peuple et son « avant-garde immigrée ».

Mais c'est surtout la situation qui se charge en réalité de confirmer la théorie maoïste, conviée souvent a posteriori ou plutôt dans le cours de l'expérience de la crèche pour en revendiquer l'importance et en justifier aussi parfois les imprévus voire les dérapages. Ainsi de l'article « Défendons la crèche sauvage » où est ainsi transformé en symbole l'idée que « l'extérieur [immigré] aurait bouffé l'intérieur [bourgeois, étudiant] de la faculté⁷⁸ :

⁷⁵ Françoise Picq est essentielle dans ces avec le comité de base de Censier. C'est d'ailleurs ses archives qui concentrent les dossiers relatifs à la crèche de Censier et une partie importante de celle de Nanterre, cf. BDIC, F delta res 612.

⁷⁶ BDIC, F delta 813/13 ; « Défendons la crèche sauvage ! », *Vive la Révolution*, n°6, 5 juin 1970, p. 5.

⁷⁷ Gordon (D.), « A Nanterre, ça bouge... », article cité, p. 78.

⁷⁸ « Défendons la crèche sauvage ! », *Vive la Révolution*, n°6, 5 juin 1970, p. 5. Grisée par les « journées » de mars, l'organisation est d'autant plus portée à voir dans ces initiatives les signes avant-coureurs de la « révolution » en cours.

L'idée de départ [...] c'était d'ouvrir une crèche pour les enfants des étudiants sur le modèle des beaux arts et en même temps plus largement en s'ouvrant sur l'extérieur ... mais c'est un tournant qui s'est fait presque tout de suite parce qu'il y avait pas sur place le public pour alimenter la crèche à l'image de ce qui s'était passé aux beaux arts. [...] La crèche a ouvert mais il y avait pratiquement pas d'enfants d'étudiants [...] c'est devenu assez vite, uniquement une crèche pour les enfants des bidonvilles... Avec quand même peut-être quelques étudiants qui mettaient leurs propres enfants mais assez peu [...] Le bouche-à-oreille ayant fonctionné, des gens des environs ont commencé à amener leurs enfants.

Entretien Catherine C. « principale préposée » à la crèche sauvage Nanterre U, 13/11/2008

La moyenne d'âge, elle, croît rapidement à mesure que l'opération devient périlleuse, face à la répression policière (en mars sur le campus puis en mai-juin dans les bidonvilles) et aux tentatives de saccage (en avril) attribuées par le groupe à l'extrême droite⁷⁹. La présence des enfants et de jeunes adolescents des bidonvilles rapidement majoritaire, alimente un ensemble de dénonciations sur le dévoiement des objectifs initiaux⁸⁰, les risques de répression⁸¹, ou le désordre, la violence et l'alliance entre délinquants étrangers et gauchistes irresponsables⁸².

C'est vrai que, petit à petit, ça a viré et qu'il y a eu... ça a été plus difficile de garder le contrôle de tout ça à mesure qu'il y avait plus d'enfants.... qu'il y a eu des plus grands qui sont venus...

Entretien avec Catherine C.

C. La crèche sauvage prise dans les luttes universitaires

La politisation et le renforcement de l'argumentaire comme la soumission à de nouvelles orientations de la crèche ne sont pas uniquement liés à la volonté de s'adresser à un public ouvrier, jugé probablement plus difficile à rallier la cause d'étudiants, ni au seul souci de recrutement qui, progressivement, conduit à en faire une crèche pour enfants et adolescents des bidonvilles. Entre-temps, aux mois de mars et avril, la crèche sauvage est devenue un emblème de VLR et accélère la transformation de sa composition. En effet, des affrontements très violents et massifs entre forces de l'ordre et étudiants ont lieu sur le campus de Nanterre les 2 et 3 mars 1970, élargissent l'écho de la crèche⁸³. La crèche est ainsi enrôlée dans une situation qui en dépasse les attendus de départ, désormais brandie comme symbole parmi d'autres de « l'ouverture des facultés » aux ouvriers et des luttes « ici et maintenant, contre l'impérialisme »⁸⁴ et le racisme. La médiatisation qui facilite cette politisation autour de la

⁷⁹ « Défendons la crèche sauvage ! », *Vive la Révolution*, n°6, 5 juin 1970, p. 5.

⁸⁰ Tracts AJS et Unef Renouveau dans BDIC : F delta 813-9 à 13

⁸¹ Tract « résident rouge » dans BDIC : F delta 813-9 à 13 et BDIC : F delta 150 « France femme ».

⁸² ...

⁸³ À travers la nationalisation médiatique qui lui est conférée indirectement, la crèche sauvage connaît ainsi une seconde naissance, de *papier*, dans des quotidiens nationaux, en *une* de journaux militants proches de VLR (*L'idiot international*, n°4, mars 1970), provoquant les réactions d'autres organisations (BDIC, F delta 813/10), de la municipalité (*L'Eveil*, 30 avril 1970, p. 14) ...

⁸⁴ *Vive la Révolution*, n°3-4, mars 1970, p. 2.

crèche participe d'une conjoncture plus générale où les enjeux universitaires ont été considérablement réévalués, comme enjeu de politique publique d'un côté, de territoire militant, de l'autre, et s'intensifient depuis le début de l'année.

L'année universitaire 1969-1970 est en effet celle d'un grand projet de réforme universitaire visant à l'autonomie des universités. Elle charrie un ensemble de réactions et de mobilisations sur les différents campus qui font l'objet d'une attention quasijournalière de quotidiens nationaux (*Figaro, Le Monde*). Des foyers de contestation et des confrontations se multiplient dès la fin du mois de janvier. Les journées de mars sur Nanterre, pour imprévue que soit l'ampleur des affrontements et la fusion ponctuelle d'une masse des étudiants avec les « groupuscules gauchistes », s'inscrivent dans cette conjoncture resserrée où, largement relayés nationalement, des seuils sont franchis jour après jour, et où Nanterre, comme Censier, Vincennes ou Assas, font parler d'elles très régulièrement.

La violence et la victoire partielle mais retentissante des « gauchistes » qui propulse VLR et la crèche. Résulte semble-t-il d'une erreur stratégique, liée à une estimation erronée du rapport de force sur le campus par ceux qui cherchent alors à reprendre le contrôle de la faculté⁸⁵. En effet, les débordements récents, la parution croissante de feuilles d'un certain nombre de mouvements « apolitiques » ou de droite et les appels répétés du doyen Paul Ricoeur⁸⁶ au retour à la normale, leur focalisation sur la marginalisation des « minorités » révolutionnaires, ont pu favoriser la croyance dans la lassitude d'une « majorité silencieuse » soucieuse du retour à l'ordre universitaire, et anticiper une absence de solidarité des étudiants avec les gauchistes en cas de reprise du campus universitaire⁸⁷. L'impréparation et la débandade policière relative qui s'ensuit lors de la première journée d'affrontements laisse penser que la fusion d'une masse des étudiants avec les avant-garde gauchistes était relativement inattendue.

Les journées entraînent une quantité de réactions médiatiques mais aussi militantes inscrites dans la bataille que se livrent les groupes militants pour afficher leur fidélité aux « idéaux du grand soir » et de mai 68. La crèche et l'introduction des jeunes des bidonvilles et Hlm sont pris dans ces échanges de coups oeuvrant à la distinction des groupes révolutionnaires. La politisation se renforce aussi parce qu'elle provoque de nombreuses réactions face à la rencontre entre ces deux mondes, immigré et étudiant, qui se percutent parfois violemment. En juin, après plusieurs incidents au restaurant universitaire et la multiplication de

⁸⁵ Ces logiques rappellent celles qui ont conduit en juin 1968 aux violents affrontements lors de la reprise à l'usine Renault-Flins, cf. Gobille (B.), *Mai 68*, opus cité.

⁸⁶ *Le Figaro*, 27 février 1970.

⁸⁷ BDIC : F delta 813/10, tracts du MEN, du Cleru, Marc 200, et unef-renouveau.

dégradations et illégalismes sur l'université, la venue des enfants et surtout des jeunes des alentours est-elle décriée ici comme irresponsable et populiste⁸⁸ ou prêtant le flan aux mises en cause des organisations révolutionnaires. La radicalisation de l'orientation pro-immigrés à VLR se comprend aussi dans la réaction à ces invectives, allant de la lettre d'un « résident rouge » de la cité universitaire, membre de la JCR, dénonçant le manque de rigueur stratégique et organisationnelle jusqu'à l'appel solennel de Jean Capelle, ancien recteur d'université et député de la Dordogne, exhortant, liste détaillée des méfaits à l'appui, le ministre de l'Intérieur à « supprimer le bidonville [...] aux portes de l'Université et dont les adolescents, Nord-Africains pour la plupart, constituent la troupe à tout faire des éléments perturbateurs » en se demandant si dans « l'espoir d'un retour à la normale » « certains [...] ne devraient pas être renvoyés dans leur pays ! »⁸⁹.

A. Des failles dans la politisation communiste locale ?

« Nous condamnons les agissements d'éléments gauchistes à la cité universitaire. Ces éléments, souvent étrangers à Nanterre (comme Geismar) ont en effet décidé de transformer la cité universitaire en « base rouge » afin de mener leurs « activités ultra-révolutionnaires » en direction des usines et des bidonvilles et d'empêcher la rentrée universitaire. De tels agissements ne peuvent [...] qu'isoler les étudiants du reste de la population. »

Communiqué de l'Union des Etudiants Communistes de Nanterre,
L'Eveil, journal de la section communiste de Nanterre, 20 septembre 1968.

Ce passage en témoigne, l'implantation sur Nanterre, ses bidonvilles et ses usines, n'attend pas l'arrivée de la crèche sauvage en 1970. Dès 1967, un comité palestinien est fondé à proximité du bidonville de la rue des Prés par un dissident national du PCF, Gilbert Mury, qui a rejoint le PCmlF, marxiste léniniste. En 1969, plusieurs militants protestants intégrés au groupe « mao » Oser lutter ! s'installent dans une « maison peinte » face au bidonville des Pâquerettes qui sert de point d'appui durant une décennie aux « luttes d'immigrés ». A la rentrée 1970, un second comité Palestine, lié à la gauche prolétarienne et mené par des étudiants en majorité étrangers, s'installe à la résidence universitaire. Le micro-événement de la crèche sauvage peut sembler marginal et éphémère dans une histoire au long cours entre communisme local et mobilisations des travailleurs immigrés.

L'équipe de Raymond Barbet, maire communiste de Nanterre depuis 1935, est peu affectée par ces dissidences, à l'université et ailleurs. Largement majoritaire, le communisme, local et

⁸⁸ Résident rouge

⁸⁹ Archives Nationales, « Incidents notables survenus à la fac des lettres de Nanterre », Lettre de Jean Capelle au ministre de l'intérieur Raymond Marcellin, 2 juin 1970... Merci à Muriel Cohen pour la communication de cette archive.

national, y connaît pour ainsi dire son apogée électorale et militante ... Pourtant, des expressions, jusqu'ici très rares, percent dans le discours local, de la section communiste et du conseil municipal, tracts et lettres, parfois de la main de Gaston Plissonnier⁹⁰ visant à disqualifier ces oppositions politiques. Peu de temps auparavant, la simple référence à ces « hérésies » représentait une aberration pour un parti communiste seul maître sur ses terres. Comme le montre le dépouillement du journal de la section locale, au silence répond désormais une attention, progressive, à différents enjeux que mai 68 a rendu particulièrement visible (particulièrement dépolitisé, le journal reprend ainsi une rubrique sur les luttes dans les usines et fait progressivement une place aux discriminations subies par les travailleurs immigrés). L'attention nouvelle à la jeunesse comme aux enjeux universitaires et militants qui se déroule sur le campus s'inscrivent dans ces réactions après 1968⁹¹. Les positions s'effectuent d'abord en soutien aux organisations d'enseignants et de jeunesse situées à proximité du giron communiste, progressivement elles se mêlent à des prises de position directes, du maire ou d'édiles locaux, sur les événements qui s'y déroulent et sur la politique universitaire, en particulier après 1968⁹². Inexistante les trois premières années d'existence du campus, l'attention municipale à ce dernier croît en réalité dès 1967⁹³, et devient plus clairement un enjeu de positionnement et de contrôle des luttes. La crise de l'UEC et la dissolution de l'UNEF en 1968 laissent cet espace militant particulièrement disponible pour des organisations sans garde-fou syndical qui débordent fréquemment l'enceinte de la faculté. Si les événements commandent ainsi de reprendre pied dans une faculté qui déborde et où les organisations communistes se trouvent dès les origines minoritaires⁹⁴, c'est aussi, plus généralement, parce que « le » Parti, derrière Gaston Plissonnier, membre du Comité Central et habitant de Nanterre, a fait depuis 1967 de cette lutte contre les dissidences, en particulier pro-chinoises, un enjeu de poids⁹⁵. Or, ce sont plus particulièrement ces dernières qui

⁹⁰ Cf. « Demande de réponse aux justes interrogations d'une camarade », Archives départementales de Bobigny, Fonds G. Plissonnier, 264 J/32.

⁹¹ De l'automne 1968 à l'automne 1970, une quinzaine d'articles retracent les affrontements sur le campus et dénoncent les actions « gauchistes », dans Nanterre. Peu pour un hebdomadaire et près de deux ans, la hausse est absolue comparé au silence prévalant jusqu'ici, cf. *L'Eveil*, 20.09.1968 ; 29.11.1968 ; « Nanterre la folie n'est pas le far west », 1.12.1968 ; 20.12.1968 ; 27.12.1968 ; 31.01.1969 ; 7.02.1969 ; 3.10.1969 ; 17.10.1969 ; 24.10.1969 ; 28.10.1969 ; 23.01.1970 ; 20.02.1970 ; 30.04.1970 ; 30.10.1970 ; 20.10.1970.

⁹² Pour défendre l'UEC et l'UNEF-Renouveau Cf. note 100.

⁹³ « Professeurs de Nanterre opposés aux mesures de « sélection » à l'université », *L'Eveil*, 7 juillet 1967, n° 1085 ; *L'Eveil*, 14 juillet 1967 ; 21 juillet 1967 ; 10 novembre 1967 ; 8 décembre ; 22 décembre.

⁹⁴ Duteuil (J.-P.), *Nanterre 65-66-67-68. Vers le mouvement du 22 mars*, opus cité.

⁹⁵ cf. Note aux fédérations du 28 novembre 1967 sur « l'action menée contre l'activité des groupuscules pro-chinois », Archives départementales de Bobigny, Fonds G. Plissonnier, 264 J/32. L'importance de la présence importante des maoïstes, sur la faculté et à Nanterre doit donc probablement surtout à la qualité de Gaston Plissonnier qui émet au Bureau Politique ces directives aux fédérations, habite et surveille ainsi particulièrement Nanterre.

développent leurs actions sur les usines, et avec les organisations trotskistes qui se renforcent sur le campus dans l'après 68.

Cet intérêt croissant pour le « renouveau universitaire » se produit à un moment précis qui associe une réévaluation de l'espace universitaire comme enjeu légitime des luttes politiques (et pour ceux qui cherchent à en freiner les débordements, des politiques publiques) dont les événements de mai-juin ont clairement amplifié et dramatisé la nationalisation et une lutte contre des dissidences qui jusque-là relativement confinées s'extrait de plus en plus de l'entre-soi local et universitaire, et dont les actions sont largement relayées dans les journaux. L'enjeu de *papier* national provoque la réaction des pouvoirs locaux qui cherchent d'abord à en endiguer les effets sur leur territoire.

E. Les logiques de la réaction municipale et communiste

En effet, la marginalisation précoce de l'UEC et la disparition de l'UNEF peu avant et après mai 68 diminue d'autant la capacité de la municipalité à influencer sur la faculté, la plaçant dans une situation de quasi-spectateur. S'y comprend aussi la dénonciation plus directe du maire des « agissements « gauchistes » »⁹⁶ alors que les organisations de jeunesse peinent à y reprendre pied et que la section enseignante proche du parti est en grande partie extérieure à ces luttes étudiantes après 68.

La prise en compte a minima atteste que les enjeux universitaires s'effectuent relativement hors champ pour le pouvoir local, et aussi, que l'entreprise de reconquête d'une force militante universitaire conséquente y apparaît de longue haleine, et très coûteuse en énergie au regard de sa rentabilité locale, électorale notamment. Elle n'est susceptible d'aucun rapport de force majeur électoralement et politiquement elle s'avère très risquée. Si la section communiste cherche bien à reprendre pied sur le campus, Michel Dufour, étant ainsi chargé de piloter le redressement de l'organisation de jeunesse après le discrédit de ses anciens dirigeants, la municipalité ne prend publiquement position que sous deux principes : lorsque le territoire nanterrien hors faculté et les fiefs du PCF sont en jeu, comme lors de la tentative d'établissement aux Marguerites des militants de VLR ou d'affrontements avec le Secours Rouge sur les marchés considérés comme « chasse gardée » ; lorsque la médiatisation des affrontements et des mobilisations universitaires impose à la municipalité de se positionner sur les enjeux universitaires sous un angle de responsabilité et de soutien à ses clientèles et de disqualification des entreprises concurrentes.

⁹⁶ *L'Eveil*, 29 novembre 1968. Sur les enjeux de l'appellation, voir Bouland (P.), Ethuin (N.) et Mischi (J.), « Les disqualifications des gauchistes au sein du PCF. Enjeux sociologiques et stratégiques », *savoir/agir*, 6, 2008.

La réaction à ces concurrences en direction des usines et des immigrés ne peut donc se lire souvent qu'en pointillé. En dehors de quelques actions spectaculaires ou fortement médiatisées, le silence reste très prisé contre ces entreprises militantes généralement rassemblées sous le registre nationalisé dans le parti communiste d'« agents déguisés du pouvoir » et dont le qualificatif « gauchiste » suffit à en présenter les actions comme porteuses d'une radicalité et d'un idéalisme stérile. Un silence qui contraste avec les encarts à longueur de journal contre une opposition municipale de droite, électorale, pourtant presque inexistante sur le terrain.

3.4 Du marxisme léninisme à l'autonomie des luttes : la crèche sauvage et les luttes d'immigrés dans la redéfinition des forces de l'après 68

A. Logique situationnelle et configuration

Si les conditions de l'extinction de la crèche à l'été 1970 restent très difficiles à déterminer⁹⁷, l'opération n'en est pas moins révélatrice, à son échelle, des formes de re-politisation de la défense des immigrés dans l'après 68. Devenue un des marqueurs de VLR à la faveur des journées de mars, la crèche supplante souvent les autres crèches, plus pérennes et au recrutement interne plus stable. Sa ligne de démarcation à l'endroit des « bébés immigrés » et des bidonvilles semble avoir porté ses fruits dans les enjeux de distinction entre forces extraparlimentaires qui cherchent à capter les filiations de mai et concurrencer le PCF et sa capacité à représenter le « peuple ». L'alliance des « étudiants révolutionnaires » et des jeunes des bidonvilles, pour contrainte qu'elle soit, s'adapte parfaitement à la ligne théorique du groupe comme symbole de cette avant-garde contre le « vieux monde » (compris comme tous les « révisos », « fachos », institutions, gauche « légaliste », ...). En accélérant la rencontre entre ces mondes jusqu'ici extrêmement clos⁹⁸, immigré et étudiant, elle est une des pièces, avec le ralliement d'un nouveau groupe militant, qui contribue au virage « libertaire » et autonomiste du groupe à partir de l'été 1970. Pour les travailleurs immigrés et les jeunes des alentours, l'insertion dans l'organisation paraît pour sa place plus difficile, en particulier face à la Gauche prolétarienne dont les actions coup de poing et le nombre en impressionnent certains⁹⁹.

⁹⁷ Aucun tract ou bilan n'est disponible dans les cartons disponibles à la BDIC (F delta res 612/1-17).

⁹⁸ Elle reste un enjeu à la taille de VLR, loin des Comités Palestine et Mouvement des Travailleurs Arabes derrière la Gauche prolétarienne. A contrario, l'expérience accélère le penchant pro-immigrés de l'organisation en se révélant plus opérante dans les lieux de vie et à l'université, plus disponibles, que dans les usines où la répression anti-syndicale post-68 et la présence de la CGT apparaissent rapidement insurmontables.

⁹⁹ Le recrutement direct y est faible et moins attractif que la Gauche prolétarienne, aux actions « coup de poing » de grande envergure et un attrait pour la violence clairement affiché, elle est aussi centre de contestation plus

La crèche sauvage : conséquence logique d'une organisation « anarcho-maoïste » ?

Peu étudiée, VLR, certaines de ses actions en particulier féministes et pro-homosexuelles sont fréquemment rapportées à une nature, assez ambiguë, d'organisation « anarcho-maoïste » ou « libertaire ». L'intérêt de l'entretien avec Catherine C., outre les informations sur le fonctionnement de la crèche, est lié à sa position dans l'organisation. Très impliquée mais peu intégrée au cercle dirigeant qu'elle côtoie largement, le risque de dénégation est ainsi atténué par le fait d'avoir été ou de se considérer comme « simple exécutante ». D'autre part, son rôle précis dans la crèche abaisse la tendance observée ailleurs à la rétrospection, plaquant (ou confondant) des évolutions ultérieures supposées plus positives ... comme l'attrait pour la dimension « culturelle », anarchisante et pro-femmes de l'organisation. L'interviewée rompt en effet brutalement avec VLR au beau milieu de l'expérience de la crèche, avant le virage dit « libertaire » de l'organisation et pour des raisons extérieures à l'entreprise elle-même. Son expérience a peu de chance d'être confondue avec ce que VLR devient par la suite. Son départ pour des raisons personnelles la conduisant auprès de groupes anarchisants proches de l'ultra-gauche, montre que la passerelle était envisageable. A contrario, il atteste de l'étiquette proprement maoïste que l'organisation détient et son discrédit auprès des groupes anarchistes qu'elle rejoint, signe que la labilité entre ces deux espaces reste faible. Les tendances libertaires plus qu'anarchisantes de VLR, pour réelles qu'elles aient pu être dans des prises de parole, de décision, rapports à l'autorité, évaluées surtout à l'aune de ce qu'elles étaient à la Gauche Prolétarienne ou dans les organisations trotskystes, constituent une forme de rétrospection réalisée par des militants qui effacent en partie ce qu'est *Vive la révolution* à son commencement au profit de ce que ses forces centrifuges contribuent à la faire devenir¹⁰⁰. C'est d'ailleurs cette évolution qui occasionne nous semble-t-il son implosion précoce, signe là aussi que la tendance régionaliste et autonomiste qui s'y développe à partir de l'été 1970 entre en contradiction avec la théorie et les alliances du groupe existantes... Il y a ainsi loin des premiers numéros de *Vive le communisme* aux tendances exégétiques, rompus aux citations de Lénine et de Mao Tsé Toung pour sonder la réalité française et la construction du « parti révolutionnaire », aux articles de la revue *Tout*, où collaborent des membres extérieurs au groupe (comme Jean-Pierre Duteuil), au ton volontiers ironique et satirique, mêlant iconographie et couleurs arc-en-ciel, questionnant libre disposition du corps, anti-sexisme et revendications régionalistes et composant avec un « groupe femmes » et un front de libération de la jeunesse de plus en plus importants¹⁰¹.

Surtout, l'expérience s'inscrit ainsi dans une conjoncture où les initiatives, les « constructions » auprès des travailleurs immigrés créent une forme d'émulation militante qui

visible aussi et ce, même à proximité de son bastion nanterrien. Chérif C., M. Kenzi, tous deux issus des bidonvilles de Nanterre, les universitaires étrangers réunis autour du Comité Palestine de la cité universitaire à partir de 1970, sont ainsi engagés ou militent à proximité de la GP, cf. voir Hajjat (A.), *Eléments pour une sociologie historique du Mouvement des Travailleurs Arabes (1970-1976)*, Mémoire de DEA sous la direction de Stéphane Beaud et Michel Offerlé, ENS/EHESS, 2005).

¹⁰⁰ La rupture avec « le gauchisme institutionnel » et l'accent sur la « contre-culture », s'accélère notamment avec l'intégration en juin lors d'une réunion à la faculté de Dauphine de la tendance 3 (exclue) de la Jeunesse Communiste (avec Guy Hocquenghem, Nadja Ringart entre autres).

¹⁰¹ On s'éloigne ici des reconstructions souvent linéaires, validées *a posteriori* par les entretiens avec ses leaders (Bourseiller (C.), *Les maoïstes*, opus cité, p. 186-198), tempérées par ailleurs et leur reprise souvent non questionnée (Gordon (D.), « A Nanterre, ça bouge : immigrés et gauchistes en banlieue, 1968 à 1971 », *Historiens et Géographes*, n° 385, janvier 2004, p. 77-78).

en retour les intensifient, poussent aux innovations et rendent plus centrale la défense des travailleurs immigrés, au moins à l'extrême gauche. A la proximité des comités Palestine avec la Gauche Prolétarienne, doit ainsi répondre ou s'associer, à sa manière, VLR comme d'autres organisations, de la mouvance MI et au-delà. Pour VLR, les limites de l'établissement usinier et la relative perméabilité des bidonvilles à l'implantation des militants révolutionnaires semblent à l'origine de son virage vers la « vie quotidienne », associée évidemment à sa filiation aux idéaux de Mai et au campus de Nanterre, où la pensée d'Henri Lefèvre qui l'inspire a été et reste extrêmement présente après 68¹⁰². Désormais, à VLR, construire avec le peuple, qui équivaut de plus en plus aux « immigrés », démontre sa position d'avant-garde tout en contribuant à « retourner l'accusation de 'casseurs' » forgée par leurs détracteurs¹⁰³.

B. les effets de la professionnalisation sur le décrochage masse (immigrées)– avant-garde (étudiante révolutionnaire)

Au demeurant, ces luttes posent avec une acuité particulière la question du décrochage entre cette « avant-garde révolutionnaire » étudiante et la « masse » ou le « peuple », les « immigrés » qu'elle est censée représenter ou guider dans le schéma marxiste-léniniste. Forme caractéristique de dénégation, alors que les mouvements marxiste léniniste poussent souvent à son acmé la séparation entre professionnels et profanes, ne serait-ce que par leur investissement quasi-permanent, le schéma maoïste, dans sa facture d'importation « spontanéiste », permet de s'en défendre et de s'en émanciper, ce que fait particulièrement VLR et le courant « mao », à travers l'idée de sa mise au service des luttes « spontanées » du peuple. Orientation qui leur vaut souvent d'ailleurs les critiques et l'ironie des mouvements plus orthodoxes (trotskystes comme ML).

La coupure entre peuple et avant garde révolutionnaire s'y retrouve pratiquement confortée malgré la volonté du groupe de s'en défaire. Elle semble renforcée par la particularité de la conjoncture dans l'après 68 et l'investissement militant extrême au sein des groupes extra-parlementaires qui aboutit à une quasi professionnalisation de militants non rémunérés autrement que symboliquement. Investis dans un sous-espace extra-parlementaire très concurrentiel du jeu politique, ou *champ politique radical*¹⁰⁴, les militants de VLR, comme

¹⁰² Professeur à Nanterre, fondateur de la théorie de la « vie quotidienne », il est d'ailleurs presque toujours situé comme un fondateurs du 22 mars à travers la propagation de cette pensée antiautoritaire et amendée du marxisme, de la popularisation des thèses de Wilhelm Reich, dans les ouvrages mais surtout les expériences de militants passés par la sociologie. C'est par exemple le cas de Catherine C.

¹⁰³ Gordon (D.), « A Nanterre, ça bouge... », article cité, p. 81. Le changement de stratégie s'effectue cependant dès avant l'été 1970, cf. *Vive la Révolution*, supplément n°6, juin 1970. L'impulsion des journées de mars à Nanterre sur cet aggiornamento reste à analyser.

¹⁰⁴ Le champ politique radical constitue « un espace de lutte politique qui, étant exclu hors des frontières du champ politique légitime, tend à former un champ à part entière, avec des enjeux et des capitaux propres, mais

d'autres groupes participent ainsi d'une forme de mouvement à temps presque plein, qui creuse l'écart entre cadres (ou plus généralement soutiens des causes immigrées) et base militante potentielle, en particulier des bidonvilles¹⁰⁵.

C. Les vies ultérieures et les limites de la subversion des pratiques de la crèche sauvage

Quant à la crèche elle-même, des revendications postérieures attestent de la volonté de reproduire l'expérience sur Nanterre. Des militantes du Mouvement de Libération des Femmes revendiquent plus tard l'installation d'une crèche, en comparant le campus de Nanterre et les facultés de Censier, de Vincennes ou des Beaux Arts, qui ont vus s'institutionnaliser l'expérience, désormais en partie aidée par les facultés¹⁰⁶. L'extrême politisation et la lutte contre l'orthodoxie universitaire semble bien avoir précipité la fin de l'expérience à Nanterre, dévoilant les contours d'un après 68 où les vellétés de reprise en main des contestations côtoient l'effervescence et les innovations militantes, qui n'en demeurent pas moins liées, en dernière instance, à une configuration politique plus générale et aux cadres au-delà desquels l'administration, comme le pouvoir d'Etat, décident d'y mettre fin. Ce moment renseigne par ailleurs indirectement sur les spécificités et les limites des subversions politiques *genrées* au sein de VLR. Ses discours amendent en partie celui très masculin des organisations révolutionnaires, fonction certainement de sa composition plus féminine et des carrières de ses dirigeants (à expliquer), ils butent cependant sur la pratique : la crèche reste essentiellement gérée par des femmes, même si quelques hommes donnent « un coup de main », plus fréquemment pour prévenir des débordements.

D. Un symbole de la centralité progressive et de la politisation de la défense des immigrés dans l'après 68

L'opération symbolise bien au demeurant l'ouverture sur les luttes des « travailleurs immigrés ». Dès la mi-mai est ainsi construit à Villeneuve avec des « Portugais » du bidonville avoisinant un centre comprenant une crèche-foyer, des cours d'alphabétisation, des permanences de médecins et d'avocats¹⁰⁷. Elle poursuit là aussi le travail dans les usines, à

dont l'autonomie existe « par défaut », en particulier parce que ses concurrents directs restent les membres du pôle institutionnel du champ politique » (ce qui le différencie en partie des associations pro-immigrées), in Gottraux (P.), « *Socialisme ou barbarie* ». *Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot, 1997.

¹⁰⁵ Des récits de militants issus des bidonvilles, proches de la gauche prolétarienne, montrent combien cet engagement est rapidement incompris par leurs amis, cf. Kenzi (H.), *La menthe sauvage*, ... + entretien de Chérif C. Incompréhension qui révèle la professionnalisation (militante, autonomie du langage) et son intellectualisation et peut se retrouver à d'autres périodes et dans d'autres types d'organisations, voir trajectoire de M'hamed dans *Politix* à l'égard de ses amis de la cité de transit, lui aussi passé par la fac de Nanterre.

¹⁰⁶ BDIC : F delta 150, « une crèche à Nanterre », le tract reste particulièrement difficile à dater.

¹⁰⁷ *Vive la Révolution*, supplément n°6, juin 1970, p. 1.

Flins où, après avoir repéré un trafic d'embauche de « clandestins », des membres de VLR le dénoncent bruyamment en décembre 1969. Une opération « coup de poing » est dirigée le 7 mars 1970 contre la mairie de Meulan et le bureau de l'ANPE qui s'y trouve¹⁰⁸. Des actions théâtrales en direction des Travailleurs Immigrés et une manifestation lors du procès contre « l'attaque de la mairie de Meulan »¹⁰⁹ en septembre les poursuivent, donnant lieu au documentaire, *On vous parle de Flins*, de Guy Devart, membre de l'organisation¹¹⁰. Cette redéfinition sur les espaces de vie se prolonge avec le « week end sauvage »¹¹¹ et l'envoi à l'été 1970 d'une trentaine d'enfants des bidonvilles de Nanterre sur les plages de Normandie, pour gagner la sympathie des mères immigrées. Il préfigure l'opération « vacances à la mer » de plus grande envergure lancée dans la foulée par la Gauche Prolétarienne et le Secours Rouge à la Goutte d'Or¹¹².

L'attention centrale sur le quotidien entraîne une redéfinition plus large des questionnements et des positionnements sur l'appui aux luttes d'immigrés. Elle prend plus sérieusement en compte la dimension raciste et anti-raciste, sans plus la réserver à la seule dénonciation du rôle du PCF mais en l'appliquant aussi aux relations entre militants de VLR et « immigrés »¹¹³. Elle conduit dans le même sens à une autocritique à propos du « week end sauvage » et à des comptes-rendus spécifiques (« racisme et antiracisme ») à la manière de la question féministe qui secoue peu de temps après l'organisation. La place des « travailleurs immigrés » et plus seulement des travailleurs, comme acteurs et comme cause à défendre, devient un enjeu plus saillant de l'organisation¹¹⁴. Agitant au même moment d'autres organisations, en particulier marxistes léninistes, cette réévaluation de la place accordée aux travailleurs immigrés dans les luttes anti-impérialistes, devenus parangons d'une révolution mondiale qui doit prendre corps ici, dans des luttes locales, conduit ainsi à une revalorisation plus générale de la cause des « travailleurs immigrés »¹¹⁵.

E. Du décentrement du regard

¹⁰⁸ La mairie est occupée le 7 mars 1970 et « attaquée » à coups de cocktails Molotov, cf. « Meulan : liberté pour Marc Hatzfeld », *Vive la Révolution*, n°7, juillet 1970, p. 9.

¹⁰⁹ *Tout ! Ce que nous voulons : tout !*, n°2, 16 novembre 1970.

¹¹⁰ Devart (G.), *On vous parle de Flins*, Iskra productions, 1970.

¹¹¹ « Week end sauvage », *Tout ! Ce que nous voulons : tout !*, n°1, 23 septembre 1970, p. 5. Week end que retrace cette fois-ci Tiennot Grumbach, dans un « bilan critique du week end » (BDIC, F delta res 612/12).

¹¹² Gordon (D.), « A Nanterre, ça bouge... », article cité, p. 81. Cependant, l'opération n'a pas lieu en 1971 comme l'indique l'auteur mais bien à l'été 1970.

¹¹³ BDIC : F delta res 612/12.

¹¹⁴ BDIC : F delta 612/12.

¹¹⁵ L'imposition rapide du terme dans les parutions qui abordaient auparavant « la présence étrangère » ou les conditions de vie des « étrangers » en France en est un symbole.

Là où d'autres voient la part d'instrumentalisation des uns (marxistes « français ») sur les autres (étrangers, habitants des bidonvilles), teintée de misérabilisme ou d'ethnocentrisme culturel¹¹⁶, voire une confrontation entre une reconnaissance des différences (moderne) et une injonction à l'intégration ou à l'égalité (passé-iste)¹¹⁷... les trajectoires de quelques membres de VLR et l'engagement de certains des jeunes des bidonvilles laisse transparaître une histoire plus complexe, celle en particulier de l'articulation que Mai 68 a rendu possible entre anticolonialisme, anti-impérialisme et antiracisme, et de la rencontre entre des mondes séparés que cette forte politisation et la situation particulière du campus de Nanterre a facilité. La réimportation et l'articulation locale de l'anti-impérialisme des groupes d'extrême gauche prolonge un décentrement du regard et le choc puis le refus devant des inégalités et des discriminations criantes dont le campus de Nanterre est un archétype, en particulier pour les habitants de la résidence universitaire qui ouvrent leurs volets sur les bidonvilles, les étudiants de banlieue qui les traversent ou les longent pour se rendre à la faculté, certains enfants de la bourgeoisie parisienne choqués cette confrontation avec la « misère »¹¹⁸. Pour certains, cette situation silencieuse qui se nationalise et se médiatise à partir du milieu de la décennie, réactive ou continue des luttes et expériences passées (familles résistantes, juives, politisation très forte dans les lycées avec la guerre d'Algérie, pour d'autres plus récemment dans les comités Vietnam), pour d'autres, souvent issus de familles plus modestes et généralement originaires de banlieue, elle en constitue souvent le déclencheur au contact de ces membres plus âgés.

Or, ces expériences percutent le retour de la question ouvrière et des luttes d'usine de la décennie qui prend une acuité particulière avec les journées de mai-juin. En repolitisant du même coup la question immigrée en la réintégrant aux luttes du travail, elle facilite la mise en mots et en forme de cette redéfinition de l'anti-impérialisme et notamment de la lutte des Comités Vietnam de Base d'hier vers les luttes locales et l'enracinement d'aujourd'hui en direction des travailleurs immigrés, enfants et femmes des bidonvilles dans l'après 68. Elle trouve à s'exprimer idéologiquement à VLR, comme à la Gauche Prolétarienne où émergent au même moment les premiers Comités Palestine, sous les termes en vogue de la révolution culturelle, invitant les intellectuels à prendre le chemin des champs. La théorie trouve localement un point d'appui particulièrement consistant facilitant l'homologie entre la nouvelle avant-garde paysanne en Chine, en Palestine, reléguée dans le schéma marxiste et la

¹¹⁶ La volonté d'importer le modèle d'une crèche à des familles « nécessairement étrangères » à cette pratique, pourrait s'apparenter ainsi à une version « soixante-huitarde » de la mission civilisatrice à la française, cf. Gordon (D.), « A Nanterre ça bouge... », article cité, p. 80.

¹¹⁷ C'est le cas là aussi dans l'article de Daniel Gordon, p. 80.

¹¹⁸ Entretien Annette Levy-Willard, <https://around1968.modhist.ox.ac.uk/>.

« bureaucratie révisionniste » (de Moscou) qui homogénéise à outrance « la » classe ouvrière, et son avant-garde nanterrienne, fraction de la classe ouvrière immigrée, elle aussi délaissée par la municipalité communiste et la politisation usinière.

Le retour sur le fonctionnement concret, même micro, de la crèche sauvage, éclaire au final, au-delà des seules idéologies, les hybridations militantes à l'œuvre au cours de la période, et les concurrences, au sein de l'extrême gauche et avec le PCF pour la représentation et la défense du « peuple » dans laquelle celle des immigrés devient plus visible. Elles y prennent nécessairement une dimension particulière dans cette université au cœur de la banlieue rouge qui, après 68, symbolise un laboratoire des hétérodoxies comme des stratégies de retours à l'ordre et de normalisation de la conjoncture critique. La crèche sauvage comme la référence au maoïsme montrent aussi, au final, combien l'analyse ne peut se satisfaire de simples décalques, tiers-mondisme ambiant, modèles importés (Chine Rouge, Grande Révolution Culturelle Proletarienne...), pour expliquer toutes les hétérodoxies de la période. Interrogeant la contingence de ces orientations théoriques plus générales de l'après 68¹¹⁹, le micro événement découvre un ensemble de traits qui facilitent la valorisation et l'insertion de la cause des travailleurs immigrés au cœur de cet espace particulier et oeuvrent à la re-politisation et la re-centralisation de la défense des immigrés. Enfin, sur le plan des filiations, la relative labilité des groupes comme VLR, l'absence de coûts élevés d'entrée et de sortie, d'écoles de formation théorique rigide, les coalitions et alliances hétérogènes qui à partir du début des années 1970 constituent des groupes élargis de défense des immigrés, comme le secours rouge nationalement, la maison peinte à Nanterre localement, préfigure là aussi les regroupements larges des luttes pro-immigrées de la décennie postérieure, contre la double peine, les violences policières ...

On retrouve d'ailleurs dans les luttes d'interprétation qui agitent Vive la Révolution sur la légitimité de ses membres à orienter les luttes d'immigrés, la question de l'antiracisme comme des tensions sur l'intégration des travailleurs immigrés au-delà des questions d'unité de la classe ouvrière¹²⁰ les questions et controverses qui agitent singulièrement la génération postérieure de militants de l'immigration et les relations très conflictuelles entre militants immigrés et leurs soutiens, souvent d'extrême gauche ou de vocation chrétienne. La retraduction de l'opposition entre avant-garde/spontanéisme vers celle de la question entre lutte autonome/mouvement de soutien de la décennie postérieure symbolise en réalité derrière le renouvellement discursif une transformation plus durable, celle du passage de la cause et de

¹¹⁹ Rares sont les ouvrages à offrir une synthèse critique de cette période et cf. Lilian Mathieu, *Les années 1970 : un âge d'or des luttes ?*, Paris, Textuel, 2010.

¹²⁰ *Vive la Révolution*, Supplément au n°6, juin 1970 ; *Tout ! Ce que nous voulons*, n°2, 16 novembre 1970.

la défense des étrangers du *champ politique radical* vers un *espace* de plus en plus autonome *des mouvements sociaux*¹²¹. La notion de champ politique radical¹²² permet de saisir la relation conflictuelle héritée des luttes autour du PCF par les organisations d'extrême gauche de la fin des années 1950 au début des années 1980 et leur transmission par la suite aux nombreuses associations de défense des immigrés malgré la dépolitisation relative du registre employé.

¹²¹ Mathieu (L.), « L'espace des mouvement sociaux », *Politix*, 2007/1, n° 77

¹²² La réflexion autour du passage du *champ politique radical* vers *l'espace des mouvements sociaux* est née des discussions autour d'un contre-exemple particulièrement intéressant sur le décrochage entre Parti communiste et mouvement social, celui de l'Italie des 1960 et 1970, cf. Rossi (F.), *Entre justice, mémoire et histoire. Le passé des années de plomb dans l'Italie Contemporaine, thèse de science politique*, Nanterre, 2011.